



**GDS MAINE ET LOIRE
LA QUANTINIERE
49800 TRELAZE**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos le 30 avril 2025**

A l'Assemblée Générale,

1. Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Fédération **GDS MAINE ET LOIRE** relatifs à l'exercice clos le 30 avril 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Fédération à la fin de cet exercice.

2. Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de Commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} mai 2024 à la date d'émission de notre rapport.

3. Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, les appréciations auxquelles nous avons procédé pour émettre l'opinion ci-dessus, portant notamment sur les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, ainsi que leur présentation d'ensemble, n'appellent pas de commentaire particulier.

4. Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Membres de la Fédération.

5. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement de la Fédération relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la Fédération à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la Fédération ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.



6. Responsabilités du Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Fédération.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la Fédération à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à



l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Sablé Sur Sarthe, le 19 septembre 2025

Le Commissaire aux comptes

SARL D.A.C. Audit Conseil Expertise

Bruno ELTGEN

A large, stylized handwritten signature in blue ink, appearing to be 'B. ELTGEN', written over the printed name.

BILAN AU 30/04/2025

Sections Cumulés

ACTIF	Montant Brut	Amortissement	Montant Net	N-1	Variation
ACTIF IMMOBILISE	903 790	680 772	223 018	260 400	-37 382
Immobilisations incorporelles	149 708	132 129	17 579	10 392	7 187
Immobilisations corporelles	731 532	548 643	182 889	227 458	-44 569
Immobilisations financières	22 550		22 550	22 550	
ACTIF CIRCULANT	1 439 008		1 439 008	1 286 782	152 226
Créances Groupements-Eleveurs	108 825		108 825	111 471	-2 646
Créances Fiscales	4 570		4 570	3 948	623
Créances FM GDS	459 190		459 190	443 881	15 309
Autres créances	143 366		143 366	151 367	-8 002
Dépôt à Terme	565 000		565 000	425 000	140 000
Livret A	76 500		76 500	79 807	-3 307
Livret Associatif	53 220		53 220	38 000	15 220
Disponibilités	9 072		9 072	12 276	-3 203
Charges constatées d'avance	19 264		19 264	21 032	-1 768
Total de l'Actif	2 342 798	680 772	1 662 026	1 547 182	114 844

PASSIF			Montant Net	N-1	Variation
FONDS PROPRES			680 997	541 789	139 208
Capital			125 114	120 098	5 016
Fonds de réserve affecté			209 405	200 862	8 544
Fonds de réserve - complément (prov. Ch.)			180 000	180 000	0
Résultat de l'exercice			140 748	13 559	127 189
Provision pour départ en retraite			25 730	27 270	-1 540
DETTES			981 029	1 005 394	-24 365
Emprunt			179 048	218 016	-38 969
Dettes fournisseurs			92 592	88 514	4 078
Dettes fiscales et sociales			116 357	132 170	-15 813
Autres dettes			100 382	98 088	2 294
Fond FM GDS			459 190	443 881	15 309
Produits perçus d'avance			33 459	24 724	8 735
Total du Passif			1 662 026	1 547 182	114 844



COMPTE DE RESULTAT 2024/2025

Sections Cumulées

PRODUITS	Réalisé		N-1	Variation
COTISATIONS DES ELEVEURS		1 128 575	1 116 478	12 097
Cotisations Bovines	1 069 092		1 058 760	10 332
Cotisations Porcines	18 290		19 123	-834
Cotisations Petits Ruminants	34 831		34 171	660
Cotisations Equines	6 362		4 424	1 938
FMGDS		13 826	0	13 826
FMSE		44 226	38 651	5 575
PRODUITS DES ACTIVITES ANNEXES		272 592	273 130	-538
AIDES		138 491	134 783	3 708
PRODUITS FINANCIERS		20 468	23 062	-2 595
TRANSFERT DE CHARGES		114 865	119 252	-4 387
PRODUITS EXCEP. & DE GESTION COURANTES		38 576	16 679	21 898
REPRISE DE PROVISIONS		1 564	15 392	-13 828
Total Produits		1 773 182	1 737 427	

CHARGES	Réalisé		N-1	Variation
CHARGES GENERALES		1 064 833	1 206 508	-141 675
Achats	22 060		24 762	-2 702
Services Extérieurs	140 420		140 192	228
Transports, Déplacements, Réunions	58 803		73 414	-14 611
Autres Frais de Gestion	121 259		127 949	-6 690
Charges de Personnel	680 141		795 459	-115 318
Autres Charges	42 150		44 732	-2 582
FMGDS		13 826	0	13 826
FMSE		44 226	38 651	5 575
AIDES DIRECTES AUX ELEVEURS		456 277	424 958	31 319
Actions Bovines	416 358		398 191	18 167
Actions Porcines	3 655		4 580	-925
Actions Petits Ruminants	27 959		17 532	10 427
Actions Equines	8 305		4 656	3 649
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS		53 272	53 750	-478
Total Charges		1 632 434	1 723 867	

RESULTAT		140 748	13 559	
-----------------	--	----------------	---------------	--



SOMMAIRE

page

- REGLES ET METHODES COMPTABLES

Principes et conventions générales	2
Objet social	2

- ELEMENTS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

Fonds FMSE	2
------------	---

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN

Etat des immobilisations	3
Etat des amortissements	4
Tableau de variation des fonds associatifs	4
Etat des provisions	5
Etat des échéances des créances et des dettes	5
Evaluation des immobilisations corporelles	6
Evaluations des créances et des dettes	6
Evaluation des valeurs mobilières de placement	6
Produits à recevoir	6
Charges à payer	6
Charges et produits constatés d'avances	6

- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS

Engagement financiers	7
Engagement en matière de pensions et retraites	7
Listes des filiales et participations	7

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Principes et conventions générales

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du code du commerce, du décret du 29 novembre 1983 et du plan comptable général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de la présentation des comptes annuels.

Les comptes annuels au 30/04/2025 ont été établis conformément aux règles comptables françaises suivant les prescriptions du règlement N° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général, et celles du règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, qui réforme le règlement CRC 99-01.

Objet Social et moyens mis en œuvre

Conformément aux nouvelles dispositions réglementaires de l'ANC N° 2018-06 du 5 décembre 2018, il convient de décrire l'objet social, nature, périmètre des activités et moyens mis en œuvre.

Le GDS Maine et Loire a pour objet principal, sur l'ensemble du territoire du département, l'amélioration et la protection de l'état sanitaire des animaux détenus par les éleveurs, des aliments pour animaux, des denrées alimentaires d'origine animale et le bien-être animal.

Le GDS Maine et Loire a également pour mission l'organisation, la représentation, l'information et la formation des propriétaires et détenteurs d'animaux du département.

Le GDS Maine et Loire représente l'ensemble des éleveurs des différentes espèces auprès de l'Administration et contribue à la mise en œuvre de la surveillance, la prévention et la maîtrise des dangers sanitaires. Par l'intermédiaire du GDS Pays de la Loire, sous l'autorité des services de l'État, il réalise également des missions déléguées par les pouvoirs publics.

ELEMENTS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

Fonds FMGDS

Le GDS Maine et Loire est chargé de collecter pour le compte du FMGDS national la cotisation de la section ruminant. L'intégralité des fonds collectés est reversée au FMGDS. Pour 2024, le montant unitaire par bovin était de 0.05 € et 0.01 € pour les petits ruminants.

Fonds FMSE

Le GDS Maine et Loire est chargé de collecter pour le compte du FMSE national la cotisation de la section spécialisée ruminants. L'intégralité des fonds collectés est reversée au FMSE. Pour 2024, le montant unitaire par bovin était de 0.12 € et 0.02 € pour les petits ruminants.

COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN

Etat des immobilisations

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Révaluations	Acquisitions
Autres postes d'immobilisations incorporelles TOTAL	162 815		14 861
Batiments	405 700		
Constructions, Aménagement, Agencement	136 783		
Installations techniques, Matériel et outillage industriel	4 359		
Installations générales agencements aménagements divers	60 764		
Matériel de transport	53 216		
Matériel de bureau informatique, Mobilier	85 304		1 029
Immobilisations en cours	0		
TOTAL	746 126	0	1 029
Immobilisations Financières TOTAL	22 550		
TOTAL GENERAL	931 491	0	15 890

	Diminutions		Valeur brute fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine fin d'exercice
	Poste à poste	Cessions		
Autres postes d'immobilisations incorporelle TOTAL		27 968	149 708	149 708
Batiments			405 700	405 700
Constructions, Aménagement, Agencement			136 783	136 783
Installations techniques, Matériel et outillage industriel			4 359	4 359
Installations générales agencements aménagements divers			60 764	60 764
Matériel de transport			53 216	53 216
Matériel de bureau informatique, Mobilier		15 623	70 710	70 710
Immobilisations en cours			0	0
TOTAL	0	15 623	731 532	731 532
Immobilisations Financières TOTAL			22 550	22 550
TOTAL GENERAL	0	43 591	903 790	903 790

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice	Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminution Reprises	Montant fin d'exercice
Autres postes d'immobilisations incorporelle TOTAL	152 424	7 673	27 968	132 129
Batiments	288 881	20 285		309 166
Constructions, Aménagement, Agencement	98 175	7 309		105 484
Installations techniques, Matériel et outillage industriel	3 290	463		3 753
Installations générales agencements aménagements divers	33 733	5 196		38 930
Matériel de transport	13 809	10 643		24 452
Matériel de bureau informatique, Mobilier	80 779	1 702	15 623	66 859
TOTAL	518 667	45 598	15 623	548 643
TOTAL GENERAL	671 091	53 272	43 591	680 772

Ventillations des dotations de l'exercice	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires	
				Dotations	Reprises
Autres immo. incorpore TOTAL	7 673				
Batiments	20 285				
Constructions, Aménagement, Agencement	7 309				
Instal. techniques, Matériel et outillage ind.	463				
Instal. générales agenc. Aménag. divers	5 196				
Matériel de transport	10 643				
Matériel de bureau informatique, Mobilier	1 702				
TOTAL	45 598	0	0	0	0
TOTAL GENERAL	53 272	0	0	0	0

Tableau des variations des fonds associatifs

Nature des provisions et des réserves	Montant début exercice	Affectation résultat et retraitement	Augmentation exercice	Reprise exercice	Montant fin exercice
Fonds Propres					0
Fonds associatifs sans droit de reprise	120 098	5 016			125 114
Réserves					
Autres réserves	200 862	8 544			209 405
RESULTAT DE L'EXERCICE	13 559	-13 559	140 748		140 748
Autres fonds associatifs					0
Fonds associatifs avec droit de reprise :					
Provisions réglementées					0
TOTAL I	334 519	0	140 748	0	475 267

Etat des provisions

Provisions pour risques et charges	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions montant utilisés	Diminutions montant non utilisés	Montant fin d'exercice
Fonds de réserves	180 000				180 000
Provision pour risques et charges	0		0		0
Provision départs indemnités retraite	27 270		1 540		25 730
TOTAL	207 270	0	1 540	0	205 730

Provisions pour dépréciation	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions montant utilisés	Diminutions montant non utilisés	Montant fin d'exercice
Sur titres de participation (FARAGO)	0		0		0
Provision sur créance FARAGO	81		24		57
Provision sur créance clients douteux	5 942	1 382			7 324
TOTAL	6 023	1 382	24	0	7 381
TOTAL GENERAL	6 023	1 382	24	0	7 381

Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des Créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Autres créances clients	108 825	108 825	
Personnel et comptes rattachés	0	0	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	0	0	
Groupe et associés	59 450	59 450	
Autres impôts et taxes assimilés	4 570	4 570	
Débiteurs divers	543 106	543 106	
Charges constatées d'avance	19 264	19 264	
TOTAL	735 216	735 216	0

Etat des Dettes	Montant brut	A 1 an au plus	de 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes ets crédit à + 1 an	179 048	39 894	139 154	0
Emprunts et dettes ets crédit à 1 an maximum à l'origine	0	0		
Fournisseurs et comptes rattachés	92 592	92 592		
Personnel et comptes rattachés	67 581	67 581		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	48 215	48 215		
Autres impôts et taxes assimilés	561	561		
Autres dettes	545 747	545 747		
Produits constatés d'avance	33 459	33 459		
TOTAL	967 203	828 049	139 154	0

Evaluation des immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Evaluation des créances et des dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Evaluation des valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement ont été évaluées à leur coût d'acquisition à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur des titres a été estimée selon la méthode FIFO (premier entré, premier sorti).

Produit à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivant du bilan	Montant
Produits à recevoir	48 824
TOTAL	48 824

Charges à payer

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivant du bilan	Montant
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	0
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	73 782
Dettes fiscales et sociales	97 704
Autres dettes	0
TOTAL	171 485

Charges et produits constatés d'avance

Charges constatées d'avance	Montant
Charges d'exploitation	19 264
TOTAL	19 264

Produits constatés d'avance	Montant
Produits d'exploitation	33 459
TOTAL	33 459

ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS

Engagements financiers

Garanties sur les emprunts bancaires

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivant du bilan	Montant
Privilège de prêteur de denier	114 073
Hypothèque conventionnelle	39 240
Nantissement de part	25 734
Sans garantie	0
TOTAL	179 048

Engagements en matière de pensions et retraites

Indemnité de départ à la retraite

Tranches d'âges	Engagement à	Montant
63 ans	moins d'un an	0
58 à 62 ans	1 à 5 ans	0
54 à 57 ans	6 à 10 ans	5 761
41 à 53 ans	11 à 20 ans	15 528
34 à 43 ans	21 à 30 ans	3 867
moins de 34 ans	plus de 30 ans	574
Engagement total		25 730

Hypothèses de calculs retenues

- départ à la retraite à 64 ans
- profil de carrière à décroissance moyenne
- turn over 15 % si le nombre d'année restant à faire est supérieur à 2 ans
- taux d'actualisation 3,61 %

Liste des filiales et participations

Filiales et participations	Capital social	Quote part du capital détenue en %	Résultat du dernier exercice clos
Renseignements détaillées sur les filiales et participations			
<u>Filiales (+ 50 % du capital détenu) :</u>			
<u>Filiales (10 à 50 % du capital détenu) :</u>			
- SCI LA QUANTINIERE	15 000	17%	NC
<u>Filiales (- 10 % du capital détenu) :</u>			
- FARAGO Le Carré	138 169	2,18%	NC



**GDS MAINE ET LOIRE
LA QUANTINIERE
49800 TRELAZE**

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

**Réunion de l'organe délibérant relative
à l'approbation des comptes**

De l'exercice clos le 30 avril 2025

A l'Assemblée Générale,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre Fédération, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT

En application de l'article R. 612-7 du Code de commerce, nous avons été avisés des conventions mentionnées à l'article L. 612-5 du Code de commerce qui ont été passées au cours de l'exercice écoulé.

Relations avec GDS Pays de la Loire

Monsieur Jean-Claude COSTE, Président du Conseil d'Administration de votre Fédération, est vice-Président du GDS Pays de la Loire.

➤ *Nature et objet :*

Votre Fédération a facturé à GDS Pays de la Loire des temps, des frais de représentation pour la mise à disposition de son personnel ainsi que du matériel.

➤ *Modalités :*

La facturation s'est élevée au titre de l'exercice à **77 321** Euros.

Fait à Sablé sur Sarthe, le 19 septembre 2025

Le Commissaire aux comptes

SARL D.A.C. Audit Conseil Expertise

Bruno ELTGEN

